

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie ;

Besluit :

Artikel 1. De volgende erkenning van het centrum voor de validatie van competenties, wordt, onder voorbehoud van de toekenning van de hernieuwing van de erkenning door de drie partijen aan het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003, voor een duur van twee jaar, toegekend aan :

Centre de compétence Forem – Wallonie Bois, geauditeerd voor het beroep van Tutor in de onderneming door het controleorgaan BQA S.A. Nr. dossier 145/080915.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

De duur van de erkenning van twee jaar begint slechts te lopen vanaf de dag waarop de drie partijen die het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 afgesloten hebben, elk een beslissing genomen hebben inzake de toekenning van de erkenning.

Art. 3. De Minister van Onderwijs voor sociale promotie is belast met de uitvoering van dit besluit.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd,
Vrouwenrechten en Gelijke kansen,

I. SIMONIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204510]

12 JUILLET 2017. — Décret modifiant la loi du 12 février 2008 instaurant un nouveau cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la Directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 modifiant la Directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le Règlement (UE) n° 1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur.

Art. 2. L'intitulé de la loi du 12 février 2008 instaurant un nouveau cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE, est remplacé par ce qui suit :

« Loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE ».

Art. 3. A l'article 2, § 1^{er}, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° au c), les mots « la Communauté » sont remplacés par les mots « l'Union ;

2° le f) est remplacé par ce qui suit :

« f) « expérience professionnelle » : l'exercice effectif et licite, à temps plein ou à temps partiel, de la profession concernée dans un État membre ; » ;

3° le h) est remplacé par ce qui suit :

« h) « épreuve d'aptitude » : un contrôle des connaissances, aptitudes et compétences professionnelles du demandeur, qui est effectué ou reconnu par les autorités compétentes de la Région et qui a pour but d'apprécier l'aptitude du demandeur à exercer une profession réglementée en Région wallonne ; » ;

4° le j) est remplacé par ce qui suit :

« j) « Autorité compétente belge » : autorité qui reçoit sa compétence d'une loi ou d'un décret ou d'une réglementation prise en vertu d'une loi ou d'un décret ; » ;

4° le k) est remplacé par ce qui suit :

« k) « Directive » : la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ; » ;

5° le l) est remplacé par ce qui suit :

« l) « Etat membre » : Etat membre de l'Union européenne ainsi que tout autre Etat auquel la Directive s'applique ; » ;

6° le paragraphe est complété par les), o), p), q), r) et s) rédigés comme suit :

« n) « stage professionnel » : une période d'exercice professionnel effectuée sous supervision pour autant qu'elle constitue une condition de l'accès à une profession réglementée et qui peut avoir lieu au cours ou à l'issue d'un enseignement débouchant sur un diplôme ;

o) « carte professionnelle européenne » : un certificat électronique prouvant soit que le professionnel satisfait à toutes les conditions nécessaires pour fournir des services dans un État membre d'accueil de façon temporaire et occasionnelle, soit la reconnaissance de qualifications professionnelles pour l'établissement dans un État membre d'accueil ;

p) « apprentissage tout au long de la vie » : l'ensemble de l'enseignement général, de l'enseignement et de la formation professionnels, de l'éducation non formelle et de l'apprentissage informel entrepris pendant toute la vie, aboutissant à une amélioration des connaissances, des aptitudes et des compétences, ce qui peut inclure l'éthique professionnelle ;

q) « raisons impérieuses d'intérêt général » : des raisons telles que notamment l'ordre public, la sécurité publique, la sûreté de l'Etat, la santé publique, la préservation de l'équilibre financier du système de sécurité sociale, la protection des consommateurs, des clients de services et des travailleurs, la loyauté des transactions commerciales, la lutte contre la fraude, la protection de l'environnement et de l'environnement urbain, la santé des animaux, la propriété intellectuelle, la conservation du patrimoine national historique et artistique et des objectifs de politique sociale et de politique culturelle ;

r) « système européen de transfert et d'accumulation d'unités de cours capitalisables » ou « crédits ECTS » : le système de crédits pour l'enseignement supérieur utilisé dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur;

s) « IMI » : le système d'information du marché intérieur régi par le Règlement 1024/2012/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012. »;

7° le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Concernant le h), pour permettre ce contrôle, les autorités compétentes établissent une liste des matières qui, sur la base d'une comparaison entre la formation requise en Région wallonne et celle reçue par le demandeur, ne sont pas couvertes par le diplôme ou le ou les titres de formation dont le demandeur fait état.

L'épreuve d'aptitude doit prendre en considération le fait que le demandeur est un professionnel qualifié dans l'Etat membre d'origine ou de provenance. Elle porte sur des matières à choisir parmi celles figurant sur la liste et dont la connaissance est une condition essentielle pour pouvoir exercer la profession en question en Région wallonne. Cette épreuve peut également comprendre la connaissance de la déontologie applicable aux activités concernées en Région wallonne.

Les modalités de l'épreuve d'aptitude ainsi que le statut dont jouit, en Région wallonne, le demandeur qui souhaite se préparer à l'épreuve d'aptitude sont déterminés par les autorités compétentes. ».

Art. 4. L'article 3 de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La présente loi établit également les règles concernant l'accès partiel à une profession réglementée et la reconnaissance des stages professionnels effectués dans un autre Etat membre. ».

Art. 5. A l'article 4, § 1^{er}, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1 est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice de la compétence de l'autorité fédérale et des communautés, la présente loi s'applique à tout ressortissant d'un Etat membre, y compris les membres des professions libérales, voulant exercer une profession réglementée en Belgique, soit à titre indépendant, soit à titre salarié et qui ont acquis leurs qualifications professionnelles dans un autre Etat membre »;

2° le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La présente loi s'applique également aux ressortissants d'un Etat membre qui ont acquis leurs qualifications professionnelles à titre prépondérant en Région wallonne et qui ont accompli un stage professionnel en dehors de la Région wallonne. ».

Art. 6. A l'article 5 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La reconnaissance des qualifications professionnelles permet aux bénéficiaires d'accéder à la même profession que celle pour laquelle ils sont qualifiés dans l'Etat membre d'origine et de l'exercer sur le territoire de la Région wallonne, dans les mêmes conditions que les personnes qui y sont établies. »;

2° l'article est complété par un paragraphe 3 est rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, un accès partiel à une profession est accordé dans les conditions établies à l'article 5/7. ».

Art. 7. Dans la même loi, il est inséré un Titre I^{er}/1 intitulé :

« Carte professionnelle européenne ».

Art. 8. Dans le Titre I^{er}/1, inséré par l'article 7, il est inséré un chapitre 1^{er} intitulé :

« Demande de carte professionnelle européenne pour l'exercice d'une activité professionnelle dans un autre Etat membre ».

Art. 9. Dans le chapitre 1^{er}, inséré par l'article 8, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. Lorsque la Commission européenne a introduit par le biais d'un acte d'exécution la carte professionnelle européenne pour une profession particulière et en a précisé les conditions, le titulaire de la qualification professionnelle qui veut exercer cette profession dans un autre Etat membre peut :

1° demander la reconnaissance de cette qualification professionnelle dans l'Etat membre d'accueil, ou;

2° demander à l'autorité compétente, selon le cas, la délivrance d'une carte professionnelle européenne ou d'introduire auprès de l'Etat membre d'accueil une demande de délivrance de carte professionnelle européenne en s'acquittant de toutes les démarches préparatoires concernant le dossier IMI. « .

Art. 10. Dans le même chapitre, il est inséré un article 5/2 rédigé comme suit :

« Art. 5/2. § 1^{er}. Le titulaire d'une qualification professionnelle visée à l'article 5/1 voulant exercer une activité professionnelle dans d'autres Etats membres peut introduire sa demande de carte professionnelle européenne par l'intermédiaire de l'outil en ligne fourni par la Commission européenne qui crée automatiquement un dossier IMI pour le demandeur concerné.

Le demandeur accompagne sa demande de tous les documents requis par l'acte d'exécution adopté par la Commission européenne.

§ 2. Dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande, l'autorité compétente accuse réception de la demande et informe le demandeur de tout document manquant.

L'autorité compétente délivre le cas échéant tout certificat justificatif requis par l'acte d'exécution de la Commission européenne. Elle vérifie également si le demandeur est légalement établi en Région wallonne et si tous les documents nécessaires pour l'établissement d'une carte professionnelle européenne qui ont été délivrés, sont valides et authentiques.

En cas de doute dûment justifié, l'autorité compétente consulte l'organisme ayant délivré les documents. Elle peut également demander au demandeur de fournir des copies certifiées conformes des documents.

En cas de demandes ultérieures du même demandeur, l'autorité compétente ne peut plus exiger du demandeur qu'il fournisse une nouvelle fois des documents qui sont déjà contenus dans le dossier IMI et qui sont encore valables. ».

Art. 11. Dans le Titre I^{er}/1, inséré par l'article 7, il est inséré un chapitre 2 intitulé :

« Délivrance de la carte professionnelle européenne pour l'exercice d'une activité professionnelle dans un autre Etat membre ».

Art. 12. Dans le Chapitre 2, inséré par l'article 11, il est inséré un article 5/3 rédigé comme suit :

« Art. 5/3. Lorsque la demande de carte professionnelle visée à l'article 5/1 porte sur une prestation temporaire et occasionnelle de services autre que des services ayant des implications pour la santé ou la sécurité publiques visés à l'article 9, § 4, l'autorité compétente délivre, après vérification de la demande et des documents justificatifs, la carte professionnelle dans un délai de trois semaines prenant cours :

1° soit, à compter de la réception des documents manquants visés à l'article 5/2;

2° soit, lorsqu'aucun document supplémentaire n'a été demandé, à l'expiration du délai d'une semaine suivant la réception de la demande visée à l'article 5/2.

L'autorité compétente transmet ensuite immédiatement la carte professionnelle européenne aux autorités compétentes de tous les Etats membres d'accueil concernés. Elle en informe également le demandeur. La carte professionnelle européenne a une durée de validité de dix-huit mois à dater de sa délivrance. ».

Art. 13. Dans le même chapitre, il est inséré un article 5/4 rédigé comme suit :

« Art 5/4. Le titulaire d'une carte professionnelle européenne qui souhaite fournir des services autres que ceux mentionnés dans sa demande initiale ou qui souhaite continuer à fournir des services au-delà de la période initiale de dix-huit mois visée à l'article 5/3, en informe l'autorité compétente. Il fournit également toute information requise par cette autorité, en application de l'acte d'exécution adopté par la Commission européenne, sur les changements substantiels de sa situation telle qu'attestée dans le dossier IMI.

L'autorité compétente transmet la carte professionnelle européenne mise à jour à tous les Etats membres d'accueils concernés. ».

Art. 14. Dans le même chapitre, il est inséré un article 5/5 rédigé comme suit :

« Art. 5/5. § 1^{er}. Lorsque la carte professionnelle européenne visée à l'article 5/1 est demandée aux fins de l'établissement ou d'une prestation temporaire et occasionnelle susceptible d'avoir des implications sur la santé ou la sécurité publiques, l'autorité compétente se charge d'établir tout le dossier préparatoire relatif à la demande. Elle vérifie en particulier la validité et l'authenticité des documents justificatifs repris dans le dossier IMI dans un délai d'un mois prenant cours :

1° soit à compter de la réception des documents manquants visés à l'article 5/2;

2° soit, lorsqu'aucun document supplémentaire n'a été demandé, à l'expiration du délai d'une semaine suivant la réception de la demande visée à l'article 5/2.

L'autorité compétente transmet ensuite immédiatement la demande à l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil concerné et informe en même temps le demandeur de situation de sa demande.

§ 2. L'autorité compétente transmet les informations demandées par un Etat membre d'accueil ou la copie certifiée conforme d'un document à l'Etat membre d'accueil au plus tard dans les deux semaines de la demande de cet Etat membre. ».

Art. 15. Dans le Titre I^{er}/1, inséré par l'article 7, il est inséré un chapitre 3 intitulé :

« Traitement et accès aux données concernant la carte professionnelle européenne et le dossier IMI ».

Art. 16. Dans le chapitre 3, inséré par l'article 15, il est inséré un article 5/6 rédigé comme suit :

« Art 5/6. § 1^{er}. Les informations incluses dans la carte professionnelle européenne se limitent aux informations nécessaires pour vérifier le droit de son titulaire à exercer la profession pour laquelle elle a été délivrée, à savoir les nom et prénom du titulaire, la date et le lieu de naissance, la profession et les titres de formation du titulaire, ainsi que le régime applicable, les autorités compétentes concernées, le numéro de la carte, les caractéristiques de sécurité et la référence d'une pièce d'identité en cours de validité. Des informations relatives à l'expérience professionnelle acquise par le titulaire de la carte professionnelle européenne ou aux mesures de compensation auxquelles il a satisfait, figurent dans le dossier IMI.

§ 2. Sans préjudice de la présomption d'innocence, les autorités compétentes mettent à jour, dans les limites de leurs compétences, le dossier IMI relatif à une carte professionnelle européenne en y mentionnant les informations sur les sanctions disciplinaires ou pénales qui ont trait à une interdiction ou une restriction d'exercice d'une activité professionnelle et qui ont des conséquences sur l'exercice des activités du titulaire d'une carte professionnelle européenne.

Cette mise à jour s'effectue dans le respect des dispositions visant à protéger les données à caractère personnel et en particulier des dispositions prises par ou en vertu de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de la loi du 24 août 2005 visant à transposer certaines dispositions de la Directive services financiers à distance et de la Directive vie privée et communications électroniques.

Dans le cadre de cette mise à jour, l'autorité compétente supprime les informations qui ne sont plus nécessaires. Le titulaire de la carte professionnelle européenne ainsi que les autorités compétentes qui ont accès au dossier IMI correspondant sont immédiatement informés de cette mise à jour.

Le contenu de la mise à jour se limite à reprendre :

1° l'identité du professionnel;

2° la profession concernée;

3° les informations sur l'autorité ou la juridiction qui a adopté la décision de restriction ou d'interdiction;

4° le champ de la restriction ou de l'interdiction; et

5° la période pendant laquelle s'applique la restriction ou l'interdiction.

§ 3. Les données à caractère personnel figurant dans le dossier IMI peuvent être traitées aussi longtemps que nécessaire aux fins de la procédure de reconnaissance en tant que telle et comme preuve de la reconnaissance ou de la transmission de la déclaration requise au titre de l'article 9.

§ 4. Les données à caractère personnel contenues dans le dossier IMI mis à jour ou dans la carte professionnelle sont traitées conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de la loi du 24 août 2005 visant à transposer certaines dispositions de la Directive services financiers à distance et de la Directive vie privée et communications électroniques.

Les données à caractère personnel sont traitées afin d'identifier le titulaire de la carte professionnelle européenne et d'informer les autorités compétentes des autres Etats membres des éventuelles restrictions ou interdictions d'exercice d'une activité professionnelle.

Les données à caractère personnel sont :

1° traitées loyalement et licitement;

2° collectées pour la finalité visée à l'alinéa 2;

3° adéquates, pertinentes et non excessives au regard de la finalité visée à l'alinéa 2.

§ 5. Le titulaire d'une carte professionnelle européenne peut à tout moment, et sans frais, demander d'avoir accès à ses données ou demander la rectification des données inexacts ou incomplètes contenues dans la carte professionnelle ou le dossier IMI, conformément à l'article 12 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ou la suppression de ses données reprises dans la carte professionnelle ou dans le dossier IMI ou le blocage du dossier IMI concerné. Le titulaire est informé de ce droit lors de la délivrance de la carte professionnelle européenne et ce droit lui est rappelé tous les deux ans par la suite.

En cas de demande de suppression d'un dossier IMI lié à une carte professionnelle européenne délivrée à des fins d'établissement ou de prestation temporaire et occasionnelle de services au titre de l'article 9, § 4, l'autorité compétente délivre au titulaire de qualifications professionnelles un document attestant la reconnaissance de ses qualifications professionnelles.

§ 6. Aux fins du traitement des données à caractère personnel contenues dans la carte professionnelle européenne et dans tous les dossiers IMI, chaque autorité compétente chargée d'examiner une demande de carte professionnelle européenne ou de la délivrer, et d'un dossier IMI lié à une carte professionnelle, est considérée comme responsable du traitement au sens de l'article 1, § 4, de la loi du 8 décembre 1992 précitée.

§ 7. Toute partie intéressée, en ce compris les employeurs, les clients du titulaire d'une carte professionnelle européenne et les autorités publiques peut demander à l'autorité compétente de vérifier l'authenticité et la validité d'une carte professionnelle européenne qui lui est présentée par le titulaire de la carte. ».

Art. 17. Dans la même loi, il est inséré un Titre I^{er}/2 intitulé

« Accès partiel ».

Art. 18. Dans le Titre I^{er}/2, inséré par l'article 17, il est inséré un article 5/7 rédigé comme suit :

« Art. 5/7. § 1^{er}. Les autorités compétentes accordent un accès partiel, au cas par cas, à une activité professionnelle sur le territoire de la Région, uniquement lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies :

1° le professionnel est pleinement qualifié pour exercer dans l'État membre d'origine l'activité professionnelle pour laquelle un accès partiel est sollicité en Région wallonne;

2° les différences entre l'activité professionnelle légalement exercée dans l'État membre d'origine et la profession réglementée en Région wallonne sont si importantes que l'application de mesures de compensation revient à imposer au demandeur de suivre le programme complet d'enseignement et de formation requis en Région wallonne pour avoir pleinement accès à la profession réglementée;

3° l'activité professionnelle peut, objectivement, être séparée d'autres activités relevant de la profession réglementée en Région wallonne.

Aux fins du 3°, les autorités compétentes tiennent compte du fait que l'activité professionnelle peut ou ne peut pas être exercée de manière autonome dans l'État membre d'origine.

§ 2. L'accès partiel peut être refusé pour des raisons impérieuses d'intérêt général s'il est propre à garantir la réalisation de l'objectif poursuivi et s'il ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.

§ 3. Les demandes d'accès partiel aux fins d'établissement sont examinées conformément au Titre II lorsque l'accès est demandé aux fins de la prestation de services temporaires et occasionnels pour des activités ayant des implications en matière de santé ou de sécurité publique et conformément aux dispositions du Titre III, Chapitres 1^{er} et 3, lorsque la demande est faite aux fins d'établissement.

§ 4. Les demandes d'accès partiel aux fins de prestation de services temporaires et occasionnels concernant des activités professionnelles qui ont des implications en matière de santé ou de sécurité publique sont examinées conformément au Titre II.

§ 5. Par dérogation à l'article 9, § 4, alinéa 5, et à l'article 24, § 1^{er}, l'activité professionnelle est exercée sous le titre professionnel de l'État membre d'origine lorsque l'accès partiel a été accordé.

La Région peut exiger que ce titre professionnel soit utilisé en français ou en allemand.

Les professionnels qui bénéficient d'un accès partiel indiquent clairement aux destinataires des services le champ de leurs activités professionnelles.

§ 6. Le présent article ne s'applique pas aux professionnels qui bénéficient de la reconnaissance automatique de leurs qualifications professionnelles. ».

Art. 19. Dans l'article 7, § 1^{er}, de la même loi, le point *b*) est remplacé par ce qui suit :

« *b*) en cas de déplacement du prestataire, s'il a exercé cette profession dans un ou plusieurs États membres pendant au moins une année au cours des dix années qui précèdent la prestation lorsque la profession n'y est pas réglementée. La condition exigeant l'exercice de la profession pendant une année n'est pas d'application si la profession ou la formation conduisant à la profession est réglementée. ».

Art. 20. § 1^{er}. A l'article 9 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, le *d*) est remplacé par ce qui suit :

« *d*) pour les cas visés à l'article 7, § 1^{er}, *b*), la preuve par tout moyen que le prestataire a exercé les activités en question pendant au moins une année au cours des dix années précédentes; »;

2° au paragraphe 2, le *e*) est remplacé par ce qui suit :

« *e*) en ce qui concerne les professions dans les domaines de la sécurité et de la santé et les professions liées à l'éducation des mineurs, une attestation confirmant l'absence d'interdictions temporaires ou définitives d'exercer la profession ou de condamnations pénales; »;

3° le paragraphe 2 est complété par les *f*) et *g*) rédigés comme suit :

« *f*) pour les professions ayant des implications en matière de sécurité des patients, une déclaration concernant la connaissance qu'a le demandeur de la langue nécessaire pour l'exercice de la profession en Région wallonne;

g) pour les professions exerçant des activités visées à l'article 18 et qui ont été notifiées par l'autorité compétente conformément à l'article 59, § 2, de la Directive 2005/36/CE, un certificat concernant la nature et la durée de l'activité délivré par l'autorité ou l'organisme compétent de l'Etat membre où le prestataire est établi. »;

4° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La présentation par le prestataire d'une déclaration requise conformément au § 1^{er} autorise ce prestataire à accéder à l'activité de services ou à exercer cette activité sur l'ensemble du territoire de la Région »;

5° il est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Lors de la première prestation de services, dans le cas de professions réglementées qui ont des implications en matière de santé ou de sécurité publique et qui ne bénéficient pas d'une reconnaissance automatique, les autorités compétentes peuvent procéder à une vérification des qualifications professionnelles du prestataire avant la première prestation de services pour éviter des dommages graves pour la santé ou la sécurité du destinataire du service, du fait de son manque de qualification professionnelle.

Au plus tard un mois à compter de la réception de la déclaration et des documents joints, visés aux paragraphes 1^{er} et 2, les autorités compétentes informent le prestataire de sa décision:

1° de permettre la prestation de services sans vérifier ses qualifications professionnelles;

2° ayant vérifié ses qualifications professionnelles :

a) d'imposer au prestataire de services une épreuve d'aptitude; ou

b) de permettre la prestation des services.

En cas de difficulté susceptible de provoquer un retard dans la prise de décision prévue à l'alinéa 2, les autorités compétentes informent le prestataire, dans le même délai, des raisons du retard. La difficulté est résolue dans le mois qui suit cette information et la décision est prise dans un délai de deux mois suivant la résolution de la difficulté.

En cas de différence substantielle entre les qualifications professionnelles du prestataire et la formation exigée en Région wallonne, dans la mesure où cette différence est de nature à nuire à la santé ou à la sécurité publiques et où elle ne peut pas être compensée par l'expérience professionnelle du prestataire ou par les connaissances, aptitudes et compétences acquises lors d'un apprentissage tout au long de la vie ayant fait l'objet, à cette fin, d'une validation en bonne et due forme par un organisme compétent, les autorités compétentes offrent au prestataire la possibilité de démontrer qu'il a acquis les connaissances, aptitudes ou compétences manquantes, par une épreuve d'aptitude telle que visée à l'alinéa 2, b). Sur cette base, les autorités compétentes prennent la décision d'autoriser ou non la prestation de services. En tout état de cause, la prestation de service doit pouvoir intervenir dans le mois qui suit la décision prise en application du deuxième alinéa.

En l'absence de réaction des autorités compétentes dans les délais fixés aux alinéas 2 et 3, la prestation de services peut être effectuée.

Dans les cas où les qualifications professionnelles ont été vérifiées, la prestation de services est effectuée sous le titre professionnel applicable en Région wallonne. ».

Art. 21. Dans l'article 10 de la même loi, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. En cas de doute justifié, les autorités compétentes peuvent demander aux autorités compétentes de l'État membre d'établissement toute information pertinente concernant la légalité de l'établissement et la bonne conduite du prestataire ainsi que l'absence de sanction disciplinaire ou pénale à caractère professionnel.

Si une autorité compétente décide de vérifier les qualifications professionnelles d'un titulaire d'une qualification désirant exercer en Région wallonne une activité aux fins d'une prestation temporaire et occasionnelle de services au sens de l'article 9, § 4, elle peut demander aux autorités compétentes de l'État membre d'établissement des informations sur les formations suivies par le prestataire, dans la mesure nécessaire à l'évaluation des différences substantielles de nature à nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les autorités compétentes belges communiquent à leur tour ces informations conformément à l'article 27. ».

Art. 22. A l'article 13 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « et de l'article 16, § 6 » sont insérés entre les mots « article 15 » et les mots « , les qualifications professionnelles »;

2^o le second tiret du c) est remplacé par ce qui suit :

« - soit une formation réglementée ou, dans le cas de professions réglementées, une formation professionnelle à structure particulière, avec des compétences allant au-delà de ce qui prévu au niveau b, équivalente au niveau de formation visé au premier tiret, si cette formation confère un niveau professionnel comparable et prépare à un niveau comparable de responsabilités et de fonctions, pour autant que le diplôme soit accompagné d'un certificat de l'État membre d'origine; »;

3^o le d) est remplacé par ce qui suit :

« d) diplôme attestant que le titulaire a suivi avec succès une formation du niveau de l'enseignement postsecondaire d'une durée minimale de trois ans ne dépassant pas quatre ans ou d'une durée équivalente à temps partiel, qui peut, en outre, être exprimée en nombre équivalent de crédits ECTS, dispensée dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement de niveau équivalent, et, le cas échéant, sanctionnant la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études postsecondaires; »;

4^o le e) est remplacé par ce qui suit :

« e) diplôme attestant que le titulaire a suivi avec succès un cycle d'études postsecondaires d'une durée minimale de quatre ans, ou d'une durée équivalente à temps partiel, qui peut, en outre, être exprimée en nombre équivalent de crédits ECTS, dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement de niveau équivalent et, le cas échéant, qu'il a suivi avec succès la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études postsecondaires. ».

Art. 23. Dans l'article 14 de la même loi, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« est assimilé à un titre de formation visé à l'article 13, y compris quant au niveau concerné, tout titre de formation ou ensemble de titres de formation qui a été délivré par une autorité compétente dans un État membre, sur la base d'une formation à temps plein ou à temps partiel, dans le cadre de programmes formels ou non, dès lors qu'il sanctionne une formation acquise dans l'Union, reconnue par cet État membre comme étant de niveau équivalent et qu'il confère à son titulaire les mêmes droits d'accès à une profession ou d'exercice de celle-ci, ou qui prépare à l'exercice de cette profession. ».

Art. 24. L'article 15 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. § 1^{er}. Lorsque l'accès à une profession réglementée ou son exercice est subordonné à la possession de qualifications professionnelles déterminées, les autorités compétentes permettent aux demandeurs d'accéder à cette profession et de l'exercer, dans les mêmes conditions que ceux qui sont établis en Région wallonne, s'ils possèdent une attestation de compétences ou un titre de formation visé à l'article 13 qui est requis par un autre État membre pour accéder à cette même profession sur son territoire ou l'y exercer.

Les attestations de compétences ou les titres de formation sont délivrés par une autorité compétente dans un État membre, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet État membre.

§ 2. L'accès à la profession et son exercice, tels que décrits au paragraphe 1^{er}, sont également accordés aux demandeurs qui ont exercé la profession en question à temps plein pendant une année ou à temps partiel pendant une durée totale équivalente au cours des dix années précédentes dans un autre État membre qui ne réglemente pas cette profession et qui possèdent une ou plusieurs attestations de compétences ou preuves de titres de formation délivrées par cet autre État membre.

Les attestations de compétences ou les titres de formation remplissent les conditions suivantes :

1^o être délivrés par une autorité compétente dans un État membre, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet État membre;

2^o attester la préparation du titulaire à l'exercice de la profession concernée.

L'expérience professionnelle d'un an visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas requise si le titre de formation que possède le demandeur certifie une formation réglementée.

L'autorité compétente reconnaît le niveau de formation attesté, conformément à l'article 13, par l'État membre d'origine ainsi que le certificat par lequel l'État membre d'origine certifie que la formation réglementée ou la formation professionnelle à structure particulière visée à l'article 13, point c), second tiret, est équivalente au niveau prévu à l'article 13, c), premier tiret.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, et à l'article 16, les autorités compétentes peuvent refuser l'accès à la profession et son exercice au titulaire d'une attestation de compétences classée à l'article 13, *a*), lorsque la qualification professionnelle nationale requise pour exercer la profession sur son territoire relève des dispositions de l'article 13, *e*). ».

Art. 25. A l'article 16 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les autorités compétentes peuvent exiger du demandeur qu'il accomplisse un stage d'adaptation pendant trois ans au maximum ou se soumette à une épreuve d'aptitude dans un des cas suivants :

1^o lorsque la formation que le demandeur a reçue porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le titre de formation requis en Région wallonne;

2^o lorsque la profession réglementée en Région wallonne comprend une ou plusieurs activités professionnelles réglementées qui n'existent pas dans la profession correspondante dans l'État membre d'origine du demandeur et que la formation requise en Région wallonne porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par l'attestation de compétences ou le titre de formation du demandeur. »;

2^o au paragraphe 2, la phrase « A défaut de réaction de la Commission dans un délai de trois mois, la dérogation peut être appliquée. » est remplacée par la phrase « A défaut de réaction de la Commission dans un délai de trois mois via un acte d'exécution dans lequel elle demande à l'autorité compétente de s'abstenir de prendre la mesure envisagée, la dérogation peut être appliquée. »;

3^o le paragraphe 3 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation au principe énoncé au paragraphe 2, les autorités compétentes peuvent prescrire soit un stage d'adaptation, soit une épreuve d'aptitude, dans le cas :

1^o du titulaire d'une qualification professionnelle visée à l'article 13, *a*), qui demande la reconnaissance de ses qualifications professionnelles lorsque la qualification professionnelle requise est classée à l'article 13, *c*); ou

2^o du titulaire d'une qualification professionnelle visée à l'article 13, *b*), qui demande la reconnaissance de ses qualifications professionnelles lorsque la qualification professionnelle requise est classée à l'article 13, *d*) et *e*).

Dans le cas du titulaire d'une qualification professionnelle visée à l'article 13, *a*), qui en demande la reconnaissance, lorsque la qualification professionnelle requise est classée sous à l'article 13, *d*), les autorités compétentes peuvent imposer, à la fois, un stage d'adaptation et une épreuve d'aptitude. »;

4^o le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Aux fins de l'application du présent article, l'on entend par " matières substantiellement différentes " des matières dont la connaissance, les aptitudes et les compétences acquises sont essentielles à l'exercice de la profession et pour lesquelles la formation reçue par le demandeur présente des différences significatives en terme de contenu par rapport à la formation exigée en Région wallonne. »;

5^o le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

" § 5. Le paragraphe 1^{er} est appliqué dans le respect du principe de proportionnalité. En particulier, si les autorités compétentes envisagent d'exiger du demandeur qu'il accomplisse un stage d'adaptation ou passe une épreuve d'aptitude, elles vérifient d'abord si les connaissances, aptitudes et compétences acquises par le demandeur au cours de son expérience professionnelle ou de l'apprentissage tout au long de la vie, et ayant fait l'objet, à cette fin, d'une validation en bonne et due forme par un organisme compétent, dans un État membre ou dans un pays tiers sont de nature à couvrir, en tout ou en partie, les matières substantiellement différentes définies au paragraphe 4. »;

6^o il est complété par les paragraphes 6 et 7 rédigés comme suit :

« § 6. La décision imposant un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude est dûment justifiée.

En particulier, le demandeur reçoit les informations suivantes :

1^o le niveau de qualification professionnelle requis en Région wallonne et le niveau de la qualification professionnelle que possède le demandeur conformément à la classification figurant à l'article 13; et

2^o les différences substantielles visées au paragraphe 4, et les raisons pour lesquelles ces différences ne peuvent pas être comblées par les connaissances, aptitudes et compétences acquises au cours de l'expérience professionnelle ou de l'apprentissage tout au long de la vie ayant fait l'objet, à cette fin, d'une validation en bonne et due forme par un organisme compétent.

§ 7. Lorsqu'une autorité compétente décide d'imposer au demandeur une épreuve d'aptitude, elle organise celle-ci dans un délai maximal de six mois à compter de cette décision."

Art. 26. L'article 17 de la même loi est abrogé.

Art. 27. Dans le Titre III de la même loi, il est inséré un chapitre II/1 intitulé :

« Reconnaissance automatique sur la base de principes communs de formation »

Art. 28. Dans le chapitre II/1, inséré par l'article 27, il est inséré un article 21/1 rédigé comme suit :

« Cadre commun de formation

Art. 21/1. Aux fins de l'accès à une profession et de son exercice, les titres de formation acquis sur la base d'un cadre commun de formation au sens de l'article 49*bis*, § 2 de la Directive, ont le même effet que les titres de formation délivrés en Région wallonne, sauf si l'une des conditions suivantes est remplie :

1^o il n'existe pas, en Région wallonne, d'institutions d'enseignement ou de formation pouvant offrir la formation professionnelle;

2^o l'introduction du cadre commun de formation a un impact négatif sur l'organisation du système éducatif et de formation professionnelle;

3^o il existe des différences substantielles entre le cadre commun de formation et la formation exigée en Région wallonne, qui représentent des risques sérieux pour l'ordre public, la sécurité publique, la santé publique ou la sécurité des bénéficiaires de services ou la protection de l'environnement. ».

Art. 29. Dans le même Chapitre il est inséré un article 21/2 rédigé comme suit :

« Epreuves communes de formation

Art. 21/2. La réussite d'une épreuve commune de formation, au sens de l'article 49^{ter} de la Directive, dans un État membre permet au titulaire d'une qualification professionnelle donnée d'exercer la profession en Région wallonne dans les mêmes conditions que celles dont bénéficient les titulaires de qualifications professionnelles acquises en Région wallonne sauf si le contenu de l'épreuve commune de formation ne réduit pas suffisamment les risques sérieux pour la santé publique ou pour la sécurité des destinataires du service qui doivent être pris en compte en Région wallonne. ».

Art. 30. A l'article 22 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit :

« § 3/1. En cas de doute justifié, les autorités compétentes exigent une confirmation du fait que l'exercice de la profession en question par le demandeur n'est pas suspendu ou interdit en raison d'une faute professionnelle grave ou d'une condamnation pour infraction pénale liée à l'exercice de l'une ou l'autre de ses activités professionnelles. »;

2° le paragraphe 5 est complété par un g) rédigé comme suit :

« g) lorsqu'elle est requise pour exercer la profession en Région wallonne, une attestation confirmant l'absence de suspension temporaire ou définitive de l'exercice de la profession et de condamnations pénales. ».

Art. 31. L'article 25 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25. Les professionnels bénéficiant de la reconnaissance des qualifications professionnelles ont les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession en Région wallonne.

Tout contrôle effectué par, ou sous la surveillance des autorités compétentes pour le contrôle du respect de l'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, est limité à la connaissance du français ou de l'allemand.

Les contrôles réalisés conformément à l'alinéa 2 peuvent être imposés si la profession à exercer a des implications en matière de sécurité des patients. Des contrôles peuvent être imposés pour d'autres professions s'il existe un doute sérieux et concret sur le niveau suffisant des connaissances linguistiques du professionnel au regard des activités professionnelles qu'il entend exercer.

Les contrôles peuvent être réalisés seulement après la reconnaissance d'une qualification professionnelle.

Le contrôle linguistique est proportionné à l'activité à exercer. ».

Art. 32. Dans la même loi, il est inséré n article 26/1 rédigé comme suit :

« Reconnaissance des stages professionnels

Art. 26/1. § 1^{er}. Si l'accès à une profession réglementée est subordonné à l'accomplissement d'un stage professionnel en Région wallonne, les autorités compétentes reconnaissent, lorsqu'elles examinent une demande d'autorisation d'exercer la profession réglementée, les stages professionnels effectués dans un autre État membre sous réserve que le stage soit conforme aux lignes directrices publiées visées au paragraphe 2, et tient compte des stages professionnels effectués dans un pays tiers.

Le Gouvernement est autorisé à fixer une limite raisonnable pour la durée de la partie du stage professionnel qui peut être effectuée à l'étranger, tenant compte des particularités de chaque profession réglementée.

§ 2. La reconnaissance du stage professionnel ne remplace aucune des exigences imposées pour la réussite d'un examen afin d'obtenir l'accès à la profession en question.

Les autorités compétentes publient des lignes directrices relatives à l'organisation et à la reconnaissance des stages professionnels effectués dans un autre État membre ou dans un pays tiers, notamment en ce qui concerne le rôle du responsable du stage professionnel. ».

Art. 33. A l'article 27, § 2, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « du 11 décembre 1998 transposant la Directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données » sont remplacés par les mots « du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel »;

2° le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit:

« Aux fins des paragraphes 1^{er} et 2, les autorités compétentes utilisent l'IMI. ».

Art. 34. Dans la même loi, il est inséré un article 27/1 rédigé comme suit :

« Mécanismes d'alerte

Art. 27/1. § 1^{er}. Les autorités compétentes informent, par une alerte IMI, au plus tard dans un délai de trois jours à compter de la date d'adoption de la décision de justice, les autorités compétentes de tous les autres États membres de l'identité des professionnels qui ont demandé la reconnaissance d'une qualification en vertu de la présente Directive et qui par la suite ont été reconnus coupables par la justice d'avoir présenté de fausses preuves à l'appui de leurs qualifications professionnelles.

§ 2. Le traitement des données à caractère personnel visé au paragraphe 1^{er} s'effectue dans le respect des dispositions visant à protéger les données à caractère personnel.

§ 3. Les autorités compétentes notifient au professionnel, par écrit et en temps réel, le fait qu'un message d'alerte le concernant est envoyé à d'autres États membres et toute décision s'y rapportant.

La notification mentionne aussi les possibilités de recours.

Lorsque le professionnel concerné intente un recours à l'encontre de décision d'alerte, l'existence du recours et son issue sont communiquées aux autres États membres par les autorités compétentes. ».

Art. 35. Dans la même loi, il est inséré un article 27/2 rédigé comme suit :

« Art. 27/2. Les autorités compétentes veillent à ce que l'ensemble des exigences, procédures et formalités relatives à des aspects couverts par la présente loi puissent être remplies ou suivies facilement à distance et par voie électronique.

L'alinéa 1^{er} s'applique sans préjudice du droit des autorités compétentes de demander à un stade ultérieur des copies certifiées conformes en cas de doute justifié et si cela s'avère strictement nécessaire.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas au stage d'adaptation et à l'épreuve d'aptitude. ».

Art. 36. Les annexes II et III de la même loi sont abrogées.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 12 juillet 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports
et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,
C. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—————
Note

(1) Session 2016-2017.
Documents du Parlement wallon, 853 (2016-2017) N^{os} 1 à 4.
Compte rendu intégral, séance plénière du 12 juillet 2017.
Discussion.
Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204510]

12 JULI 2017. — Decreet tot wijziging van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een nieuw algemeen kader voor de erkenning van EG-beroepskwalificaties (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Richtlijn 2013/55/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013 tot wijziging van Richtlijn 2005/36/EG betreffende de erkenning van beroepskwalificaties en Verordening (EU) nr. 1024/2012 betreffende de administratieve samenwerking via het Informatiesysteem interne markt wordt gedeeltelijk omgezet bij dit decreet.

Art. 2. Het opschrift van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een nieuw algemeen kader voor de erkenning van EG-beroepskwalificaties, wordt vervangen als volgt:

"Wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties".

Art. 3. In artikel 2, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° in c), worden de woorden "de Gemeenschap" vervangen door de woorden "de Unie";

2° f) wordt vervangen als volgt:

" f) "Beroepservaring": de daadwerkelijke en geoorloofde voltijdse of gelijkwaardige deeltijdse uitoefening van het betrokken beroep in een lidstaat;";

3° h) wordt vervangen als volgt:

" h) "proeve van bekwaamheid": een controle van de beroepskennis, -vaardigheden en -competenties van de aanvrager, die door de bevoegde autoriteiten van het Gewest wordt verricht of erkend en die tot doel heeft te beoordelen of de aanvrager de bekwaamheid bezit om in het Waalse Gewest een gereguleerd beroep uit te oefenen;";

4° j) wordt vervangen als volgt:

" j) "bevoegde Belgische autoriteit": autoriteit die haar bevoegdheid ontleent aan een wet of een decreet of reglementering genomen krachtens een wet of een decreet";

4° k) wordt vervangen als volgt:

" k) "Richtlijn": de richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties;";

5° l) wordt vervangen als volgt:

" l) "lidstaat": lidstaat van de Europese Unie alsook de andere staten waarop de richtlijn van toepassing is;";

6° de paragraaf wordt aangevuld met de), o), p), q), r) en s), luidend als volgt :

" n) "beroepsstage": een periode van beroepsuitoefening onder toezicht, mits dit een voorwaarde voor de toegang tot een gereguleerd beroep vormt en die ofwel tijdens of na afloop van een opleiding die leidt tot een diploma kan plaatsvinden;

o) "Europese beroepskaart": een elektronisch certificaat dat wordt afgegeven hetzij ten bewijze dat de beroepsbeoefenaar aan alle noodzakelijke voorwaarden voldoet om tijdelijk en incidenteel diensten te verrichten in een ontvangende lidstaat of dat de beroepskwalificaties met het oog op vestiging in een ontvangende lidstaat erkend zijn;

p) "een leven lang leren": alle vormen van algemeen onderwijs, beroepsonderwijs en beroepsopleidingen, niet-formeel onderwijs en informeel leren die gedurende het gehele leven plaatsvinden en die tot meer kennis, vaardigheden en competenties leiden, eventueel ook op het gebied van de beroepsethiek;

q) "dwingende redenen van algemeen belang": redenen zoals in het bijzonder de openbare orde, de openbare veiligheid, de Staatsveiligheid, de volksgezondheid, de handhaving van het financiële evenwicht van het sociale zekerheidsstelsel, de bescherming van consumenten, afnemers van diensten en werknemers, de eerlijkheid van handelstransacties, de fraudebestrijding, de bescherming van het milieu en het stedelijke milieu, het dierenwelzijn, de intellectuele eigendom, het behoud van het nationaal historisch en artistiek erfgoed en doelstellingen van het sociaal beleid en het cultuurbeleid;

r) "'Europees systeem voor de overdracht van studiepunten" of "ECTS-studiepunten": het in het Europees hogeronderwijsstelsel gangbare studiepuntenoverdrachtsysteem;

s) "IMI": het informatiesysteem van de interne markt beheerst door Reglement 1024/2012/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012.";

7° de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Wat betreft h), ten behoeve van deze controle stellen de bevoegde autoriteiten op basis van een vergelijking tussen de in het Waalse Gewest vereiste opleiding en de opleiding die de aanvrager heeft ontvangen, een lijst op van de vakgebieden die niet bestreken worden door het diploma of de andere opleidingstitel(s) waarover de aanvrager beschikt.

Bij de proeve van bekwaamheid moet in aanmerking worden genomen dat de aanvrager in de lidstaat van oorsprong of herkomst een gekwalificeerde beroepsbeoefenaar is. De proef heeft betrekking op de vakgebieden die moeten worden gekozen uit die welke op de lijst staan en waarvan de kennis een wezenlijke voorwaarde is om het beroep in kwestie in het Waalse Gewest te kunnen uitoefenen. Deze proef kan ook betrekking hebben op de kennis van de deontologie die in het Waalse Gewest op de betrokken activiteiten van toepassing is.

De nadere regelingen voor de proeve van bekwaamheid alsook de status, in het Waalse Gewest, die de aanvrager die zich op de proeve van bekwaamheid wil voorbereiden heeft, worden vastgesteld door de bevoegde autoriteiten."

Art. 4. Artikel 3 van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Deze wet stelt eveneens de regels vast betreffende de gedeeltelijke toegang tot een gereguleerd beroep en de erkenning van beroepsstages volbracht in een andere lidstaat."

Art. 5. In artikel 4, § 1, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"Onverminderd de bevoegdheid van de federale overheid en de gemeenschappen, is deze wet van toepassing op alle onderdanen van een lidstaat, met inbegrip van beoefenaren van de vrije beroepen, die in België, een gereguleerd beroep willen uitoefenen, hetzij als zelfstandige, hetzij als werknemer en die in een andere lidstaat hun beroepskwalificaties hebben verworven";

2° de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Deze wet is eveneens van toepassing op de onderdanen van een lidstaat die hun beroepskwalificaties overwegend in het Waalse Gewest hebben verworven en die een beroepsstage buiten het Waalse Gewest hebben volbracht."

Art. 6. In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

« § 1^{er}. Erkenning van de beroepskwalificaties geeft de begunstigden toegang tot hetzelfde beroep als dat waarvoor zij in de lidstaat van oorsprong de kwalificaties bezitten en stelt hen in staat dit beroep uit te oefenen op het grondgebied van het Waalse Gewest, onder dezelfde voorwaarden als de personen die er zijn gevestigd.";

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

"§ 3. In afwijking van paragraaf 1, wordt gedeeltelijke toegang tot een beroep verleend onder de in artikel 5/7 vastgestelde voorwaarden."

Art. 7. In dezelfde wet wordt en Titel I/1 ingevoegd, met als opschrift:

"Europese beroepskaart".

Art. 8. In Titel I/1, ingevoegd bij artikel 7, wordt een hoofdstuk 1 ingevoegd, met als opschrift:

Aanvraag van Europese beroepskaart voor de uitoefening van een beroepsactiviteit in een andere lidstaat

Art. 9. In hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art.5/1. Wanneer de Europese Commissie voor een bepaald beroep een Europese beroepskaart heeft ingevoerd door middel van een uitvoeringshandeling en ze er de voorwaarden van heeft bepaald, kan de houder van de beroepskwalificatie die dit beroep in een andere lidstaat wil uitoefenen:

1° de erkenning van deze beroepskwalificatie aanvragen in de ontvangende lidstaat, of;

2° afhankelijk van het geval, aan de bevoegde autoriteit vragen om een Europese beroepskaart af te leveren of om bij de ontvangende lidstaat een vraag tot aflevering van een Europese beroepskaart in te dienen door alle voorbereidende stappen met betrekking tot het IMI-dossier uit te voeren."

Art. 10. Hetzelfde hoofdstuk wordt aangevuld met een artikel 5/2, luidend als volgt:

"Art.5/2. § 1. De houder van een in artikel 5/1 bedoelde beroepskwalificatie die een beroepsactiviteit in andere lidstaten wil uitoefenen, kan zijn aanvraag van een Europese beroepskaart indienen middels het door de Europese Commissie ter beschikking gestelde online-instrument, dat voor de betrokken aanvrager automatisch een IMI-bestand aanmaakt.

De aanvrager ondersteunt zijn aanvraag met alle documenten die zijn voorgeschreven in de door de Europese Commissie genomen uitvoeringshandeling.

§ 2. De bevoegde autoriteit bevestigt binnen een week na ontvangst van de aanvraag dat deze is ontvangen en deelt de aanvrager mee welke documenten ontbreken.

De bevoegde autoriteit verstrekt in voorkomend geval alle uit hoofde van de door de Europese Commissie genomen uitvoeringshandeling benodigde attesten. Ze gaat eveneens na of de aanvrager wettig gevestigd is in het Waalse Gewest en of alle benodigde documenten die voor het opmaken van een Europese beroepskaart zijn afgeleverd geldig en authentiek zijn.

Indien hierover gegronde twijfel bestaat, raadpleegt de bevoegde autoriteit de instantie die de documenten heeft afgeleverd. Zij kan eveneens de aanvrager verzoeken voor eensluidend gewaarmerkte afschriften van de documenten voor te leggen.

Indien eenzelfde aanvrager nadien andere aanvragen doet, mag de bevoegde autoriteit niet opnieuw vragen documenten voor te leggen die al in het IMI-bestand zijn opgenomen en nog steeds geldig zijn."

Art. 11. In Titel I/1 ingevoegd bij artikel 7, wordt een hoofdstuk 2 ingevoegd, met als opschrift:

“Afgifte van de Europese beroepskaart voor de uitoefening van een beroepsactiviteit in een andere lidstaat”.

Art. 12. In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel 5/3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art.5/3. Indien de aanvraag van de beroepskaart bedoeld in artikel 5/1 betrekking heeft op het tijdelijk en incidenteel verrichten van andere diensten dan de diensten die gevolgen hebben voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid bedoeld in artikel 9, § 4, levert de bevoegde autoriteit, na controle van de aanvraag en de bijhorende bewijsstukken, de beroepskaart af binnen een termijn van drie weken die aanvangt:

1° ofwel vanaf de ontvangst van de ontbrekende documenten bedoeld in artikel 5/2;

2° ofwel, indien er geen enkel bijkomend document werd gevraagd, bij het verlopen van de termijn van een week volgend op de ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 5/2.

De bevoegde autoriteit stuurt de Europese beroepskaart vervolgens onverwijld door naar de bevoegde autoriteiten van alle betrokken ontvangende lidstaten. Ze stelt de aanvrager hiervan in kennis. De Europese beroepskaart heeft een geldigheidsduur van achttien maanden te rekenen vanaf haar afgifte.

Art. 13. Hetzelfde hoofdstuk wordt aangevuld met een artikel 5/4, luidend als volgt:

“Art 5/4. De houder van een Europese beroepskaart die andere diensten wenst te leveren dan diegene vermeld in zijn oorspronkelijke aanvraag of die diensten wenst te blijven leveren na de oorspronkelijke periode van achttien maanden bedoeld in artikel 5/3, stelt de bevoegde autoriteit hiervan in kennis. Hij verschaft eveneens alle door deze autoriteit, in toepassing van de uitvoeringshandeling aangenomen door de Europese Commissie, vereiste informatie omtrent wezenlijke veranderingen in de in het IMI-bestand vastgelegde situatie.

De bevoegde autoriteit zendt de geactualiseerde Europese beroepskaart naar alle betrokken ontvangende lidstaten.”.

Art. 14. Hetzelfde hoofdstuk wordt aangevuld met een artikel 5/5, luidend als volgt:

“Art.5/5. § 1. Indien de Europese beroepskaart bedoeld in artikel 5/1 aangevraagd wordt voor vestiging of voor tijdelijke en incidentele verrichting van diensten die gevolgen kunnen hebben voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid, stelt de bevoegde autoriteit het voorbereidend dossier op met betrekking tot de aanvraag. Zij gaat in het bijzonder de geldigheid en de authenticiteit na van de in het IMI-dossier ter staving opgenomen documenten, binnen een termijn van één maand die aanvangt:

1° ofwel vanaf de ontvangst van de ontbrekende documenten bedoeld in artikel 5/2;

2° ofwel, indien er geen enkel bijkomend document werd gevraagd, bij het verlopen van de termijn van een week volgend op de ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 5/2.

De bevoegde autoriteit zendt vervolgens onverwijld de aanvraag door naar de bevoegde autoriteit van de betrokken ontvangende lidstaat en brengt de aanvrager op hetzelfde moment op de hoogte van de status van de aanvraag.

§ 2. De bevoegde autoriteit stuurt de door de ontvangende lidstaat gevraagde informatie of het voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van een document naar de ontvangende lidstaat binnen maximaal twee weken na het verzoek van deze lidstaat.”.

Art. 15. In Titel I/1 ingevoegd bij artikel 7, wordt een hoofdstuk 3 ingevoegd, met als opschrift:

“Verwerking van en toegang tot gegevens met betrekking tot de Europese beroepskaart en het IMI bestand”.

Art. 16. In hoofdstuk 3, ingevoegd bij artikel 15, wordt een artikel 5/6 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 5/6. § 1. De gegevens op de Europese beroepskaart beperken zich tot de gegevens die nodig zijn om vast te stellen dat de houder gerechtigd is om het beroep uit te oefenen waarvoor de kaart werd afgegeven, namelijk de voor- en achternaam van de houder, datum en plaats van geboorte, beroep, de opleidingstitels van de houder, het toepasselijk stelsel, de betrokken bevoegde autoriteiten, het kaartnummer, de beveiligingsfuncties en een verwijzing naar een geldig bewijs van identiteit. Informatie met betrekking tot opgedane beroepservaring of compensatiemaatregelen waaraan door de houder van de Europese beroepskaart is voldaan, wordt opgenomen in het IMI-bestand.

§ 2. Onverminderd het vermoeden van onschuld, werken de bevoegde Belgische autoriteiten binnen de grenzen van hun bevoegdheden het IMI-bestand dat betrekking heeft op een Europese beroepskaart bij door er informatie op te nemen over tuchtrechtelijke maatregelen of de strafrechtelijke sancties die betrekking hebben op een verbod of beperking op de uitoefening van een professionele activiteit en die invloed hebben op de uitoefening van de werkzaamheden van de houder van een Europese beroepskaart.

Daarbij nemen zij de regels in acht inzake de bescherming van persoonsgegevens en in het bijzonder de bepalingen van of genomen in uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de wet van 24 augustus 2005 tot omzetting van verschillende bepalingen van de richtlijn financiële diensten op afstand en van de richtlijn privacy en elektronische communicatie.

In het kader van deze bijwerking verwijderd de bevoegde autoriteit de informatie die niet meer vereist is. De houder van de Europese beroepskaart alsook de bevoegde autoriteiten die toegang hebben tot het overeenkomstige IMI-bestand worden onmiddellijk van deze bijwerking op de hoogte gebracht.

De inhoud van de bijwerking beperkt zich tot het volgende :

1° de identiteit van de beroepsbeoefenaar;

2° het betreffende beroep;

3° informatie over de autoriteit of rechtbank die de beperkings- of verbodsbeslissing heeft genomen;

4° de reikwijdte van de beperking of het verbod; en

5° de periode waarin de beperking of het verbod van kracht is.

§ 3. De persoonsgegevens in het IMI-bestand komen voor verwerkingsdoeleinden in aanmerking zolang dat nodig is met het oog op de erkenningsprocedure als zodanig en als bewijs van de erkenning of van de toezending van de krachtens artikel 9 vereiste verklaring.

§ 4. De persoonsgegevens in het bijgewerkte IMI-bestand of in de beroepskaart worden verwerkt overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en de wet van 24 augustus 2005 tot omzetting van verschillende bepalingen van de richtlijn financiële diensten op afstand en van de richtlijn privacy elektronische communicatie.

De persoonsgegevens worden verwerkt om de houder van de beroepskaart te identificeren en de bevoegde autoriteiten van de andere lidstaten te informeren over eventuele beperkingen of verboden met betrekking tot de uitoefening van een beroepsactiviteit.

De persoonsgegevens :

1° worden eerlijk en rechtmatig verwerkt;

2° worden verzameld om het doel bedoeld in lid 2 te bereiken;

3° zijn toereikend, terzake dienend en niet overmatig uitgaande van het doel bedoeld in lid 2.

§ 5. De houder van een Europese beroepskaart kan op elk moment, en zonder dat daaraan voor hem kosten zijn verbonden, verzoeken om toegang tot zijn gegevens, rechtzetting van onjuiste of onvolledige gegevens op de beroepskaart of in het IMI-bestand, overeenkomstig artikel 12 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, of om schrapping van de gegevens opgenomen op de beroepskaart of in het IMI-bestand of afscherming van het desbetreffende IMI-bestand. De houder wordt van dit recht in kennis gesteld op het moment dat de Europese beroepskaart wordt afgegeven en wordt daaraan vervolgens om de twee jaar herinnerd.

In geval van een verzoek tot verwijdering van een IMI-bestand dat is gekoppeld aan een Europese beroepskaart die met het oog op vestiging of de tijdelijke en incidentele verrichting van diensten op grond van artikel 9, § 4, is afgegeven, verschafte de bevoegde autoriteit de houder van de beroepskwalificaties een document waaruit blijkt dat zijn beroepskwalificaties worden erkend.

§ 6. Met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens die voorkomen op de Europese beroepskaart en in alle IMI-bestanden wordt elke bevoegde Belgische autoriteit die belast is met het onderzoeken van een aanvraag om Europese beroepskaart of met de aflevering ervan en een IMI-bestand dat is gekoppeld aan een beroepskaart, beschouwd als verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 1, § 4, van de voornoemde wet van 8 december 1992.

§ 7. Elke belanghebbende, daarin begrepen de werkgevers en klanten van de houder van de Europese beroepskaart en de overheidsinstanties, kan aan de bevoegde Belgische overheid vragen om de echtheid en geldigheid van een Europese beroepskaart die hem door de kaarthouder wordt voorgelegd, te controleren.

Art. 17. In dezelfde wet wordt een Titel I/2 ingevoegd, met als opschrift

“Gedeeltelijke toegang”.

Art. 18. In Titel I/2, ingevoegd bij artikel 17, wordt een artikel 5/7 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art.5/7. § 1. De bevoegde autoriteiten verlenen per geval gedeeltelijke toegang tot een beroepsactiviteit op het grondgebied van het Gewest, doch alleen indien aan alle volgende voorwaarden is voldaan:

1° de beroepsbeoefenaar is in zijn lidstaat van oorsprong volledig gekwalificeerd om de beroepsactiviteit uit te oefenen waarvoor in het Waalse Gewest gedeeltelijke toegang wordt aangevraagd;

2° de verschillen tussen de in de lidstaat van oorsprong legaal verrichte beroepsactiviteiten en het gereguleerde beroep in het Waalse Gewest zijn zo groot dat de toepassing van compenserende maatregelen erop zou neerkomen dat de aanvrager het volledige onderwijs- en opleidingsprogramma in het Waalse Gewest zou moeten doorlopen om tot het volledige gereguleerde beroep toegelaten te worden;

3° de beroepsactiviteit kan objectief worden gescheiden van andere activiteiten die het gereguleerde beroep in het Waalse Gewest omvat.

Voor de toepassing van punt 3°, dienen de bevoegde autoriteiten rekening te houden met de vraag of de beroepsactiviteit autonoom in de lidstaat van oorsprong kan worden uitgeoefend.

§ 2. Gedeeltelijke toegang kan worden afgewezen indien deze afwijzing door een dwingende reden van algemeen belang gerechtvaardigd is, indien zulks passend is ter verwezenlijking van het nagestreefde doel en het niet verder gaat dan wat noodzakelijk is om dat doel te bereiken.

§ 3. De aanvragen voor gedeeltelijke toegang bedoeld voor vestiging worden overeenkomstig Titel II onderzocht als deze toegang wordt gevraagd voor het tijdelijk en incidenteel verrichten van diensten die betrekking hebben op beroepsactiviteiten met gevolgen voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid, en overeenkomstig de bepalingen van Titel III, Hoofdstukken 1 en 3, als het een vraag om vestiging betreft.

§ 4. Aanvragen voor gedeeltelijke toegang bedoeld voor het tijdelijk en incidenteel verrichten van diensten die betrekking hebben op beroepsactiviteiten met implicaties voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid, worden overeenkomstig titel II onderzocht.

§ 5. In afwijking van artikel 9, § 4, vijfde lid, en artikel 24, § 1, wordt de beroepsactiviteit uitgeoefend onder de beroepstitel van de lidstaat van oorsprong zodra gedeeltelijke toegang is verleend.

Het Gewest kan het gebruik van die beroepstitel in het Frans of het Duits voorschrijven.

Beroepsbeoefenaren aan wie gedeeltelijke toegang is verleend, maken de ontvangers van de diensten duidelijk kenbaar tot welke gebieden hun beroepsactiviteiten zich uitstrekken.

§ 6. Dit artikel is niet van toepassing op beroepsbeoefenaren wier beroepskwalificaties automatisch worden erkend.”.

Art. 19. In artikel 7, § 1, van dezelfde wet wordt punt b) vervangen als volgt:

“b) wanneer de dienstverrichter zich naar een andere lidstaat begeeft, indien hij dat beroep tijdens de laatste tien jaar die voorafgaan aan de dienstverrichting gedurende ten minste een jaar heeft uitgeoefend in een of meer lidstaten wanneer het beroep niet gereguleerd is in de lidstaat van vestiging. Deze voorwaarde, namelijk een jaar beroepsuitoefening, is niet van toepassing wanneer het beroep of het onderwijs en de opleiding die toegang verleent tot het beroep gereguleerd is.

Art. 20. § 1. In artikel 9 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° in paragraaf 2, wordt punt *d*) vervangen als volgt:

"*d*) voor de gevallen bedoeld in artikel 7, § 1, onder *b*), een bewijs met elk middel dat de dienstverrichter de betrokken werkzaamheden in de tien voorafgaande jaren gedurende ten minste een jaar heeft uitgeoefend;

2° in paragraaf 2, wordt punt *e*) wordt vervangen als volgt:

"*e*) voor beroepen in de veiligheidssector, de gezondheidssector en voor beroepen in de onderwijssector waar met minderjarigen wordt gewerkt, een verklaring waarin wordt bevestigd dat de desbetreffende persoon geen tijdelijk of permanent beroepsverbod heeft of niet strafrechtelijk is veroordeeld;"

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met de punten *f*) en *g*) luidend als volgt:

"*f*) voor beroepen met patiëntveiligheidsimplicaties, een verklaring omtrent de kennis van de taal die voor de uitoefening van het beroep van de aanvrager in het Waalse Gewest noodzakelijk is;

g) voor beroepen betreffende de in artikel 18 bedoelde werkzaamheden en die door de bevoegde autoriteit overeenkomstig artikel 59, § 2, van Richtlijn 2005/36/EG, zijn aangemeld, een certificaat aangaande de aard en de duur van de activiteit, afgegeven door de bevoegde autoriteit of instantie van de lidstaat waar de dienstverrichter is gevestigd;"

4° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De indiening door de dienstverrichter van een vereiste verklaring overeenkomstig § 1 geeft die dienstverrichter het recht op toegang tot de beoogde dienstenactiviteit of om die activiteit uit te oefenen op het gehele grondgebied van het Gewest";

5° de paragraaf wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

" § 4. In het geval van gereguleerde beroepen met implicaties voor de volksgezondheid of de openbare veiligheid en waarop de automatische erkenning niet van toepassing is, kunnen de bevoegde autoriteiten vóór de eerste dienstverrichting de beroepskwalificaties van de dienstverrichter controleren om ernstige schade voor de gezondheid of de veiligheid van de afnemer van de dienstverrichting ingevolge een ontoereikende beroepskwalificatie van de dienstverrichter te voorkomen.

De bevoegde autoriteiten stellen de dienstverrichter binnen een termijn van ten hoogste een maand na ontvangst van de verklaring en de begeleidende documenten als bedoeld in de paragrafen 1 en 2 in kennis van hun besluit om:

1° de dienstverrichting toe te laten zonder zijn beroepskwalificaties te controleren;

2° na de beroepskwalificatie te hebben gecontroleerd:

a) van de dienstverrichter het afleggen van een proeve van bekwaamheid te verlangen; of

b) het verrichten van de diensten toe te staan.

Bij problemen die een vertraging kunnen meebrengen bij het nemen van een besluit als bedoeld in het tweede lid, stellen de bevoegde autoriteiten de dienstverrichter binnen dezelfde termijn in kennis van de reden van de vertraging. Het probleem wordt binnen de maand die volgt op deze kennisgeving opgelost en het besluit wordt genomen binnen een termijn van twee maanden na oplossing van het probleem.

Wanneer de beroepskwalificaties van de dienstverrichter wezenlijk verschillen van de in het Waalse Gewest vereiste opleiding, en wel in die mate dat dit verschil de volksgezondheid of de openbare veiligheid schaadt en de dienstverrichter dit niet kan compenseren door beroepservaring of in het kader van een leven lang leren verworven kennis, vaardigheden of competenties die formeel zijn gevalideerd door een daartoe bevoegde instantie, bieden de bevoegde autoriteiten de dienstverrichter de mogelijkheid om door middel van een proeve van bekwaamheid zoals bedoeld in het tweede lid, *b*), te bewijzen dat hij de ontbrekende kennis, vaardigheden of competentie heeft verworven. De bevoegde autoriteiten nemen op basis hiervan een besluit over het toestaan van het verrichten van de diensten. De dienstverrichting moet in ieder geval kunnen plaatsvinden in de maand die volgt op die waarin het overeenkomstig het tweede lid genomen besluit is genomen.

Indien de bevoegde autoriteiten binnen de in de tweede en derde alinea vermelde termijn niet reageren, mag de dienst worden verricht.

In de gevallen waarin de beroepskwalificaties zijn geverifieerd, wordt de dienst verricht onder de beroepstitel van het Waalse Gewest."

Art. 21. In artikel 10 van dezelfde wet wordt paragraaf 1 vervangen als volgt:

" § 1. De bevoegde autoriteiten kunnen de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van vestiging in geval van gegronde twijfel verzoeken om alle informatie over de rechtmatigheid van de vestiging en het goed gedrag van de dienstverrichter, alsmede over het ontbreken van eventuele tuchtrechtelijke of strafrechtelijke maatregelen met betrekking tot de beroepsuitoefening.

Indien een bevoegde autoriteit beslist de beroepskwalificaties van de houder van een kwalificatie die in het Waalse Gewest een activiteit wil uitoefenen met het oog op het tijdelijk en incidenteel verrichten van diensten in de zin van artikel 9, § 4, te controleren, kunnen zij bij de bevoegde autoriteiten van de lidstaat van vestiging informatie vragen over de opleidingen van de dienstverrichter, voor zover dit nodig is voor het beoordelen van wezenlijke verschillen die de volksgezondheid of de openbare veiligheid kunnen schaden.

De bevoegde Belgische autoriteiten verstrekken deze informatie op hun beurt overeenkomstig artikel 27.

Art. 22. In artikel 13 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "en artikel 16, § 6" ingevoegd tussen de woorden "artikel 15" en de woorden ", worden de beroepskwalificaties";

2° het tweede streepje van *c*) wordt vervangen als volgt :

"- hetzij een gereguleerde opleiding of, in het geval van gereguleerde beroepen, een beroepsopleiding met een bijzondere structuur waarbij competenties worden aangereikt die verder gaan dan wat niveau *b* verstrekt, die gelijkwaardig is aan het in het eerste streepje vermelde opleidingsniveau, indien deze opleiding tot een vergelijkbare beroepsbekwaamheid opleidt en op een vergelijkbaar niveau van verantwoordelijkheden en taken voorbereidt, mits het diploma vergezeld gaat van een certificaat van de lidstaat van oorsprong;"

3° *d*) wordt vervangen als volgt:

"*d*) een diploma dat bewijst dat de aanvrager een postsecundaire opleiding met een duur van ten minste drie jaar en ten hoogste vier jaar of met een daaraan gelijkwaardige duur in geval van een deeltijdse opleiding heeft afgesloten, die daarnaast kan worden uitgedrukt in een daaraan gelijkwaardig aantal ECTS-studiepunten behaald aan een universiteit of een instelling voor hoger onderwijs of aan een andere instelling met hetzelfde opleidingsniveau, en dat, in voorkomend geval, bewijst dat hij de beroepsopleiding die als aanvulling op de postsecundaire opleiding vereist is, met succes heeft afgesloten;"

4° e) wordt vervangen als volgt:

" e) een diploma dat bewijst dat de aanvrager een postsecundaire opleiding met een duur van ten minste vier jaar of met een daaraan gelijkwaardige duur in geval van een deeltijdse opleiding heeft afgesloten, die daarnaast kan worden uitgedrukt in een daaraan gelijkwaardig aantal ECTS-studiepunten, behaald aan een universiteit of een instelling voor hoger onderwijs of aan een andere instelling met hetzelfde opleidingsniveau en dat, in voorkomend geval, bewijst dat hij de beroepsopleiding die als aanvulling op de postsecundaire opleiding vereist is, met succes heeft afgesloten."

Art. 23. In artikel 14 van dezelfde wet wordt het eerste lid vervangen als volgt:

" met een opleidingstitel bedoeld in artikel 13, met inbegrip van het betrokken niveau, wordt gelijkgesteld elke opleidingstitel die ofwel elk geheel van opleidingstitels dat door een bevoegde autoriteit in een lidstaat is afgegeven, wanneer daarmee een in de Europese Unie op voltijdse of deeltijdse basis zowel binnen als buiten formele programma's gevolgde opleiding wordt afgesloten die door deze lidstaat als gelijkwaardig wordt erkend en de houder ervan dezelfde rechten inzake de toegang tot of de uitoefening van een beroep verleent, dan wel hem voorbereidt op de uitoefening van dat beroep."

Art. 24. Artikel 15 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art.15. § 1. Wanneer de toegang tot of uitoefening van een gereguleerd beroep afhankelijk wordt gesteld van het bezit van bepaalde beroepskwalificaties, staan de bevoegde autoriteiten onder dezelfde voorwaarden als diegenen die in het Waalse Gewest zijn gevestigd, de toegang tot en uitoefening van dit beroep toe aan aanvragers die in het bezit zijn van een bekwaamheidsattest of een opleidingstitel zoals bedoeld in artikel 13 die in een andere lidstaat verplicht wordt gesteld voor de toegang tot of de uitoefening van datzelfde beroep op zijn grondgebied.

De bekwaamheidsattesten of opleidingstitels worden afgegeven door een bevoegde autoriteit in een lidstaat die overeenkomstig de wettelijke, reglementaire of bestuursrechtelijke bepalingen van die lidstaat is aangewezen.

§ 2. De in § 1 omschreven toegang tot en uitoefening van een beroep worden eveneens toegestaan aan aanvragers die het beroep in kwestie tijdens de voorafgaande tien jaar op voltijdse basis gedurende een jaar of gedurende een daarmee in zijn totaliteit overeenkomende periode op deeltijdbasis hebben uitgeoefend in een andere lidstaat waar dat beroep niet is gereguleerd, en die beschikken over een of meer bekwaamheidsattesten of opleidingstitels bezitten die zijn afgegeven door deze andere lidstaat.

De bekwaamheidsattesten en opleidingstitels voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° zij worden afgegeven door een bevoegde autoriteit in een lidstaat die overeenkomstig de wettelijke, reglementaire of bestuursrechtelijke bepalingen van die lidstaat is aangewezen;

2° zij tonen aan dat de houder op de uitoefening van het betrokken beroep is voorbereid.

De in de eerste alinea bedoelde beroepservaring van een jaar wordt niet geëist wanneer de opleidingstitel waarover de aanvrager beschikt aantoonbaar dat hij een gereguleerde opleiding heeft afgesloten.

De bevoegde Belgische autoriteit erkent het overeenkomstig artikel 13 door de lidstaat van oorsprong geattesteerde opleidingsniveau, evenals het certificaat waarmee de lidstaat van oorsprong verklaart dat de gereguleerde opleiding of de beroepsopleiding met specifieke structuur als bedoeld in artikel 13, onder punt c), tweede streepje, gelijkwaardig is aan het niveau als bedoeld in artikel 13, onder punt c), eerste streepje.

§ 3. In afwijking van de paragrafen 1 en 2 en van artikel 16, kunnen de bevoegde autoriteiten de toegang tot en de uitoefening van het beroep weigeren aan houders van een onder punt a) van artikel 13 ingedeeld bekwaamheidsattest wanneer de nationale beroepskwalificatie die voor de uitoefening van het beroep op zijn grondgebied vereist is, onder e) van artikel 13 is ingedeeld."

Art. 25. In artikel 16 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

" § 1. De bevoegde Belgische autoriteit kan in een van de volgende gevallen van de aanvrager eisen dat hij een aanpassingsstage van ten hoogste drie jaar doorloopt of een proeve van bekwaamheid aflegt :

1° wanneer de door de aanvrager gevolgde opleiding betrekking heeft op vakken die wezenlijk verschillen van die welke worden afgedekt door de in het Waalse Gewest vereiste opleidingstitel;

2° wanneer het in het Waalse Gewest gereguleerde beroep een of meer gereguleerde beroepswerkzaamheden omvat die niet bestaan in het overeenkomstige beroep in de lidstaat van oorsprong van de aanvrager, en wanneer de opleiding vereist in het Waalse Gewest betrekking heeft op vakken die wezenlijk verschillen van die afgedekt door het bekwaamheidsattest of de opleidingstitel die de aanvrager overlegt."

2° in paragraaf 2, wordt de zin "Bij gebrek aan een reactie van de Commissie binnen een termijn van drie maanden, mag de afwijking worden toegepast." vervangen door de zin "Bij gebrek aan een reactie van de Commissie binnen een termijn van drie maanden via een uitvoeringshandeling waarbij ze de bevoegde autoriteit vraagt om van de voorgenomen maatregel af te zien, mag de afwijking worden toegepast."

3° paragraaf 3 wordt aangevuld met de volgende twee leden :

"In afwijking van het in paragraaf 2 neergelegde beginsel, kunnen de bevoegde autoriteiten hetzij een aanpassingsstage hetzij een proeve van bekwaamheid voorschrijven in het geval dat :

1° de houder van een beroepskwalificatie als bedoeld in artikel 13, onder a), een aanvraag tot erkenning van zijn beroepskwalificaties indient, terwijl de benodigde nationale beroepskwalificatie is ingedeeld onder artikel 13, punt c); of

2° de houder van een beroepskwalificatie als bedoeld in artikel 13, onder b), een aanvraag tot erkenning van zijn beroepskwalificaties indient, terwijl de benodigde nationale beroepskwalificatie is ingedeeld onder artikel 13, punt d) of e).

Indien de houder van een beroepskwalificatie als bedoeld in artikel 13, onder a), een verzoek tot erkenning van zijn beroepskwalificaties indient, terwijl de benodigde nationale beroepskwalificatie is gerangschikt onder artikel 13, punt d), kunnen de bevoegde autoriteiten zowel een aanpassingsstage als een proeve van bekwaamheid voorschrijven."

4° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

"§ 4. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder "vakgebieden die wezenlijk verschillen" verstaan vakgebieden waarvan de verworven kennis, vaardigheden en competenties van essentieel belang zijn voor de uitoefening van het beroep en waarvoor de door de aanvrager ontvangen opleiding qua inhoud wezenlijk afwijkt van de in het Waalse Gewest vereiste opleiding.

5° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt:

"§ 5. Paragraaf 1 wordt toegepast met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel. Indien de bevoegde autoriteiten overwegen van de aanvrager een aanpassingsstage of proeve van bekwaamheid te verlangen, moeten zij met name eerst nagaan of de kennis, vaardigheden en competenties die de aanvrager heeft verworven in het kader van zijn beroepservaring of in het kader van een leven lang leren en die met dat doel door een bevoegde instantie formeel zijn gevalideerd, in een lidstaat of derde land het in paragraaf 4 gedefinieerde wezenlijk verschil geheel of gedeeltelijk kunnen overbruggen.";

6° hij wordt aangevuld met de paragrafen 6 en 7, luidend als volgt:

"§ 6. De beslissing tot oplegging van een aanpassingsstage of proeve van bekwaamheid wordt behoorlijk gemotiveerd.

De aanvrager krijgt de volgende informatie :

1° het in het Waalse Gewest vereiste beroepskwalificatieniveau en het door de aanvrager behaalde beroepskwalificatieniveau volgens de onderverdeling in artikel 13; en

2° de wezenlijke verschillen bedoeld in paragraaf 4 en de redenen waarom deze verschillen niet kunnen worden gecompenseerd door de kennis, vaardigheden en competenties welke zijn verworven door beroepservaring of levenslang leren, en die met dat doel door een bevoegde instantie formeel zijn gevalideerd.

§ 7. Wanneer een bevoegde autoriteit beslist de aanvrager een proeve van bekwaamheid op te leggen, organiseert ze deze binnen een termijn van zes maanden na deze beslissing.

Art. 26. Artikel 17 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 27. In Titel III van dezelfde wet wordt een hoofdstuk II/1 ingevoegd, met als opschrift:

"Automatische erkenning op basis van gemeenschappelijke opleidingsbeginselen"

Art. 28. In hoofdstuk II/1, ingevoegd bij artikel 27, wordt een artikel 21/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Gemeenschappelijk opleidingskader

Art. 21/1. Voor de toegang tot of de uitoefening van een beroep, hebben de op basis van een gemeenschappelijk opleidingskader verworven opleidingstitels in de zin van artikel 49 bis, § 2, van de Richtlijn, dezelfde gevolgen als de opleidingstitels verleend in het Waalse Gewest, behalve als één van de volgende voorwaarden is vervuld:

1° in het Waalse Gewest zijn er geen onderwijs- of opleidingsinstellingen die een dergelijke opleiding voor het betrokken beroep kunnen aanbieden;

2° de invoering van het gemeenschappelijk opleidingskader zou nadelige gevolgen hebben voor de organisatie van het onderwijs- en opleidingsstelsel;

3° tussen het gemeenschappelijk opleidingskader en de in het Waalse Gewest vereiste opleiding zijn er wezenlijke verschillen die ernstige risico's inhouden voor de openbare orde, de openbare veiligheid, de volksgezondheid of de veiligheid van de afnemers van de diensten of de bescherming van het milieu.

Art. 29. Hetzelfde hoofdstuk wordt aangevuld met een artikel 21/2, luidend als volgt:

"Gemeenschappelijke opleidingsproeven

Art. 21/2. Het slagen voor een gemeenschappelijke opleidingsproef in de zin van artikel 49^{ter} van de Richtlijn, laat de houder van een bepaalde beroepskwalificatie toe om het beroep in het Waalse Gewest onder dezelfde voorwaarden uitoefenen als de houders van de in het Waalse Gewest verworven beroepskwalificaties behalve als de inhoud van de gemeenschappelijke opleidingsproef de ernstige risico's voor de volksgezondheid of de veiligheid van de afnemers van de diensten die in het Waalse Gewest van belang zijn, niet voldoende beperkt;

Art. 30. In artikel 22 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een paragraaf 3/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 3/1. In geval van gegronde twijfel kunnen de bevoegde autoriteiten om een bevestiging vragen dat de aanvrager geen tijdelijk of permanent verbod heeft tot beroepsuitoefening als gevolg van ernstige beroepsfouten of strafrechtelijke veroordelingen die betrekking hebben op de uitoefening van een van zijn beroepsactiviteiten.";

2° paragraaf 5 wordt aangevuld met een g), luidend als volgt:

"g) wanneer ze wordt vereist om het beroep in het Waalse Gewest uit te oefenen, een attest waarin wordt bevestigd dat er geen tijdelijk of definitief verbod op beroepsuitoefening dan wel geen strafrechtelijke veroordeling is.

Art. 31. Artikel 25 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 25. De beroepsbeoefenaren die erkenning van beroepskwalificaties hebben verkregen, moeten beschikken over de talenkennis die vereist is voor de uitoefening van het beroep in het Waalse Gewest.

Elke controle die wordt uitgevoerd door of onder toezicht van de bevoegde autoriteiten voor de controle op de naleving van de verplichting bedoeld in het eerste lid, moet beperkt blijven tot de kennis van het Frans of het Duits.

Overeenkomstig lid 2 uitgevoerde controles mogen worden opgelegd indien het uit te oefenen beroep implicaties voor de veiligheid van de patiënt heeft. Ten aanzien van andere beroepen mogen controles worden opgelegd in gevallen waar er ernstige en concrete twijfel over bestaat of de beroepsbeoefenaar over voldoende talenkennis beschikt voor de beroepswerkzaamheden die hij wil uitoefenen.

Er mogen slechts controles worden uitgevoerd na de erkenning van een beroepskwalificatie.

Elke controle van talenkennis dient evenredig te zijn met de uit te oefenen activiteit.

Art. 32. In dezelfde wet wordt en artikel 26/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Erkenning van beroepsstages

Art. 26/1. § 1. Indien de voor toegang tot een gereguleerd beroep een beroepsstage in het Waalse Gewest moet worden volbracht, erkennen de bevoegde autoriteiten, wanneer zij een verzoek om toelating om het gereguleerde beroep uit te oefenen, in overweging nemen, beroepsstages die in een andere lidstaat gevolgd zijn, mits de stage in overeenstemming is met de in paragraaf 2 bedoelde gepubliceerde richtsnoeren, en houdt zij rekening met een in een derde land gevolgde beroepsstage.

De Regering is gemachtigd om lidstaten om de duur van het deel van de beroepsstage die in het buitenland mag worden gevolgd tot een redelijke periode te beperken, rekening houdend met de geplogenheden van elk gereguleerd beroep.

§ 2. De erkenning van de beroepsstage komt niet in de plaats van een van de voorwaarden opgelegd voor het slagen in een proef om toegang te krijgen tot het beroep in kwestie.

De bevoegde autoriteiten publiceren richtsnoeren voor de organisatie en de erkenning van beroepsstages die in een andere lidstaat of in een derde land worden gevolgd, met name betreffende de rol van de supervisor van de beroepsstage.”.

Art. 33. In artikel 27, § 2, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “van 11 december 1998 tot omzetting van Richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens” worden vervangen door de woorden “van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens”;

2° de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Voor de toepassing van de paragrafen 1 en 2 gebruiken de bevoegde autoriteiten het IMI.”.

Art. 34. In dezelfde wet wordt en artikel 27/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Waarschuwingmechanismes

Art. 27/1. § 1. De bevoegde autoriteiten stellen de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten binnen drie dagen nadat de rechtbank het besluit heeft genomen, door middel van een waarschuwing via het IMI in kennis van de identiteit van beroepsbeoefenaars die krachtens deze wet een aanvraag tot erkenning van een kwalificatie hebben ingediend en die daarna in dit verband door een rechtbank schuldig zijn bevonden aan het gebruik van valse bewijzen voor het bewijs van hun beroepskwalificaties.

§ 2. De verwerking van persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 1 vindt plaats met inachtneming van de regels inzake de bescherming van persoonsgegevens

§ 3. De bevoegde autoriteiten betekenen aan de beroepsbeoefenaar, schriftelijk en op hetzelfde ogenblik, het feit dat een waarschuwing die hem betreft, wordt verstuurd naar de andere lidstaten en elke daarmee verband houdende beslissing

De kennisgeving vermeldt ook de mogelijkheden van beroep.

Wanneer de betrokken beroepsbeoefenaar een beroep instelt tegen een beslissing, worden het bestaan van het beroep en zijn afloop meegedeeld aan de andere lidstaten door de bevoegde autoriteiten.”.

Art. 35. In dezelfde wet wordt en artikel 27/2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 27/2. De bevoegde autoriteiten zorgen ervoor dat alle vereisten, procedures en formaliteiten inzake aangelegenheden die onder deze wet vallen, eenvoudig, op afstand en met elektronische middelen kunnen worden afgewikkeld of opgevolgd.

Het eerste lid belet de bevoegde autoriteiten niet om in een latere fase voor eensluidend gewaarmerkte afschriften te vragen indien zij gegronde twijfel hebben en indien dit strikt noodzakelijk is

Het eerste lid is niet van toepassing op het uitvoeren van een aanpassingsstage of een proeve van bekwaamheid.”.

Art. 36. De bijlagen II en III bij dezelfde wet worden opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 juli 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging en Energie,
C. LACROIX

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid en Huisvesting,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de
Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

—
Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waals Parlement 853 (2016-2017) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 12 juli 2017.

Bespreking.

Stemming.